

Chirac envoie ses mercenaires massacrer à Bangui

Impérialisme français hors d'Afrique !

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 267-1025

24 juin - En mai dernier, une mutinerie dans l'armée de la République centrafricaine a servi de détonateur à une révolte populaire contre l'occupation néocoloniale française. Le 18 mai, des militaires du rang qui réclamaient leurs arriérés de solde se sont rebellés, pour la deuxième fois en deux mois, contre le régime du président Ange-Félix Patassé. Ils ont réclamé sa destitution. Chirac a volé au secours de son fantoche en envoyant 2400 de ses soldats prendre d'assaut la capitale, Bangui, à l'aide de blindés armés de mitrailleuses et de canons, de Mirage et d'hélicoptères de combat.

La rébellion dans l'armée centrafricaine a déclenché, pendant une semaine, des pillages ; la population désespérément pauvre a mis à sac les bureaux et les boutiques du centre-ville et détruit un grand nombre de villas dans les banlieues cossues. Avec l'intervention sanglante de l'impérialisme français (baptisée « Almandin 2 »), le soulèvement plébéien s'est focalisé sur l'opposition à la présence militaire française. Pendant plusieurs jours, des milliers de personnes défiant l'interdiction des rassemblements sur la voie publique ont manifesté dans les rues de Bangui, scandant des mots d'ordre tels que « *A mort les Français !* »

En intervenant avec sauvagerie, l'impérialisme français a voulu montrer qu'il reste le maître de « sa » chasse gardée africaine (le « pré carré »). Cette politique est symbolisée par le retour, aux côtés de Chirac, de Foccart, le très sinistre conseiller « spécial » aux affaires africaines de De Gaulle qui instaura et assura la brutale et totale main-mise néocoloniale de la France sur les pays de l'Afrique « francophone » au lendemain de leur indépendance formelle, dans les années 1960.

Le gouvernement néogaulliste de Chirac prétend avoir envoyé en Centrafrique ses paras et autres tueurs d'élite de son armée pour « protéger les ressortissants étrangers » et « défendre la démocratie » (!) En France, ceux qui - originaires des anciennes colonies françaises - ont eu leurs familles massacrées, lors de la colonisation et des sales guerres coloniales, par la soldatesque française savent ce que cachent ces phrases « humanitaires » et « démocratiques » : la terreur impérialiste raciste de l'Etat bourgeois français. Et, pendant que la bourgeoisie française écrase sous sa botte et saccage l'Afrique « francophone », réduisant à la misère ses populations, elle lance, en France, ses flics racistes contre les communautés originaires d'Afrique noire et du Ma-

L'intervention sanglante des paras et des légionnaires pour soutenir le régime corrompu du président Patassé a déclenché une révolte populaire contre l'occupation néocoloniale française.



ghreb. Elle les désigne comme les responsables de la crise économique que connaît le capitalisme afin de diviser les travailleurs et de maintenir son exploitation et son pouvoir de classe.

Le devoir du mouvement ouvrier en

vigiles racistes à Châteauroux, le 25 mai ; aujourd'hui même, près de Rouen, un crime policier dont vient d'être victime le jeune Nordine Erraji.

C'est pourquoi nous, trotskystes, qui combattons pour construire le parti ou-

ouvriers/immigrés contre la terreur raciste et contre l'agression impérialiste à Bangui, nous avons notamment ce mot d'ordre : « *Banlieues, Bangui, Bayonne - A bas la terreur raciste, coloniale, anti-Basques de l'Etat français !* »

Les directions social-chauvines du PS et du PCF, soucieuses de défendre les intérêts de l'impérialisme français, n'ont pas bougé le petit doigt - tout comme d'ailleurs les LCR, LO et autres PT, montrant l'inanité de ce qui reste de leurs prétentions « anti-impérialistes ». Au contraire, Jospin a promis son aide à Chirac, tout en critiquant le gouvernement pour avoir... tardé à intervenir : « *Je me demande si on n'aurait pas pu, dès le début, étouffer dans l'œuf cette mutinerie* » (*l'Humanité*, 24 mai). C'est effectivement ce que la « gauche » a fait quand elle était au gouvernement : Tchad, Rwanda, Somalie, Nouvelle-Calédonie (notamment l'assassinat d'Eloi Machoro), etc. Parti des sales guerres coloniales, le PS a aussi mené au gouvernement une brutale politique anti-immigrée qui a fait le lit des chiraquiens et des fascistes. La direction du PCF, quant à elle, appellera à participer, en plein massacre à Bangui, à une manifestation - celle du 28 mai qui, prenant prétexte de l'assassinat en Algérie de sept moines français qui auraient été égorgés par des terroristes du GIA, réalisera une répugnante « union sacrée antiterroriste », chauvine et raciste, allant de Juppé à Hue en passant par Jospin, Bayrou et autres Madelin ! La

Terreur néocoloniale en Afrique, terreur anti-immigrée en France : A bas l'«ordre» raciste de Chirac !

France était de se mobiliser immédiatement et puissamment contre l'agression perpétrée en Centrafrique par sa propre bourgeoisie - l'ennemi commun des travailleurs, des « immigrés » et de tous les opprimés en France ainsi que des peuples des néocolonies africaines et des colonies des DOM-TOM. Il fallait aussi lier cette mobilisation à la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes dans ce pays. La guerre colonialiste en Centrafrique ne fait en effet qu'exciter la guerre raciste, ici, contre les communautés originaires d'Afrique : une rafle d'Africains, dans le XX^e arrondissement parisien, le 19 juin, menacés d'expulsion - quelques semaines seulement après la rafle vichyste des Africains de Saint-Ambroise ; assassinat du jeune Garib Ait Alla par des

vrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, pour instaurer un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui balaiera tout ce système capitaliste pourri, disons : *Indépendance des DOM-TOM ! Troupes françaises, hors d'Afrique ! Flics hors des quartiers immigrés ! Halte aux expulsions et à la chasse aux « clandestins » ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester ! Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Groupes de défense ouvriers/immigrés ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles !* Lors des manifestations du 1^{er} juin (en défense des Africains de Saint-Ambroise) et du 15 juin (contre les lois racistes Pasqua-Debré-Toubon), où nous sommes intervenus en appelant à des mobilisations

M 2651 - 139 - 5.00 F-RD



Afrique...

Suite de la page 1

« lutte antiterroriste », qui désigne chaque « immigré » de ce pays comme un terroriste potentiel, n'est rien d'autre que la terreur policière et fasciste contre les communautés originaires du Maghreb et d'Afrique noire !

Tuerie néocoloniale à Bangui

« On les a allumés aux missiles Milan, vous pouvez voir ce qu'il en reste, si vous voulez », déclara, plein de haine raciste, un des tueurs de Chirac à l'envoyé spécial de Libération (26 mai). Au moins deux cents mutins et civils ont été tués et des centaines d'autres blessés, lors de l'assaut donné par les parachutistes et les légionnaires contre les soldats rebelles autour du bâtiment de la radio nationale et du palais présidentiel. Ensuite, Chirac, avec une arrogance toute colonialiste, a écarté Patassé pour négocier une amnistie (avec la bénédiction de l'archevêque local) directement avec les mutins. Les troupes françaises se sont déployées dans la capitale dévastée, arrêtant tout présumé « rebelle ». Et quand plusieurs milliers de manifestants ont marché sur l'ambassade de France en scandant « On a tué nos enfants », « des soldats français », rapporte l'agence de presse Reuter, ont ouvert le feu sur les manifestants ». Les manifestants en colère brûlèrent des drapeaux tricolores et attaquèrent le luxueux Centre culturel français qu'ils incendièrent.

Derrière la férocité de l'agression impérialiste, il y a le fait que le Centrafrique, au cœur même du continent et à proximité du Tchad, du Cameroun, du Congo et du Gabon – pays producteurs de pétrole (et sous la coupe d'Elf) –, est un maillon clé dans le dispositif militaire français en Afrique. Les deux bases de Bangui et de Bouar ont été utilisées à de multiples reprises pour des opérations militaires au Rwanda, au Zaïre ou au Tchad – et au-delà même. La France a quelque 10 000 soldats stationnés dans les bases de six pays africains (Gabon, Côte d'Ivoire, Centrafrique, Sénégal, Tchad, Djibouti) et de deux îles de l'océan Indien (la Réunion, Mayotte). De plus, les armes et les instructeurs français fournissent l'épine dorsale des armées locales dans un certain nombre d'autres pays, où des « conseillers » français agissent dans l'ombre, derrière les généraux locaux. Chaque chef d'Etat du « pré carré » africain a même à ses côtés un « conseiller-présidence », officier des services secrets français de la DGSE.

Cette agression de l'impérialisme français, au nom de la « protection des ressortissants » ou/et des accords d'assistance militaire », pour soutenir un de ses despotes dont le régime est chancelant est un scénario tragiquement classique en Afrique. (Le mensuel *le Nouvel Afrique-Asie* de juin a recensé quelque 30 « interventions » depuis les indépendances.) Rien qu'en Centrafrique, les soudards français sont intervenus en 1967 puis en 1970 pour sauver Jean-Bedel Bokassa, qui

se couronnera empereur en décembre 1977. Paris a même soutenu ce tyran notoire quand il participa personnellement au massacre de deux cents jeunes emprisonnés pour avoir participé à une manifestation. Finalement, Giscard, alors président et ami personnel de Bokassa, le renversa en 1979, lors de l'opération « Barracuda », et le remplaça par David Dacko, amené de Paris dans les soutes d'un avion bourré de paras. L'« homme fort » du pays sera en fait le colonel Mancion, officier de la DGSE et chef de la garde présidentielle.

Il y a trois ans, l'armée française a directement organisé en Centrafrique les élections, qui ont porté au pouvoir Patassé, un ancien premier ministre de Bokassa. Elle avait même amené des urnes... Une autre parodie d'élection « démocratique » vient de se dérouler au Tchad, où le président sortant, Idriss Déby, est proclamé en tête du premier tour des présidentielles. C'est l'armée française qui s'est chargée là aussi de la « logistique » de la consultation – depuis la fabrication et l'acheminement du matériel jusqu'à la centralisation des résultats. L'association Solidarité France-Tchad dénonce une fraude massive : « Les résultats publiés n'ont rien à voir avec les résultats réels » (*l'Humanité*, 21 juin). L'année dernière, aux Comores, une île au large de l'Afrique dans l'océan Indien, c'est encore sous la houlette de Bérés rouges français qu'a été élu Mohamed Taki, qui avait été mis au pouvoir par Paris après le renversement, en septembre 1995, du précédent président par Bob Denard, un tristement célèbre mercenaire de la France...

L'impérialisme écrase l'Afrique sous son talon de fer

Pendant toute la période de la Guerre froide antisoviétique, les puissances impérialistes ont maintenu au pouvoir, sans fard « démocratique » aucun, leurs despotes assoiffés de sang et de prébendes comme autant de remparts contre la « menace communiste » en Afrique. Avec la restauration contre-révolutionnaire du capitalisme en Union soviétique et en Europe de l'Est, les puissances impérialistes, qui pensent avoir désormais les mains libres pour agir à leur guise sur toute la planète, ont à la fois resserré les cordons de la bourse pour leurs fantoches et pressuré encore plus brutalement l'Afrique, étouffée par les trusts dominant le marché et par les dettes contractées auprès des gouvernements impérialistes et des banques internationales. (Par exemple, le Centrafrique, un des pays les plus pauvres au monde, a une dette extérieure équivalant aux trois quarts de son produit intérieur brut annuel.)

Les « plans d'ajustement » imposés par les impérialistes provoquent des coupes drastiques dans des budgets déjà misérables, comme ceux de l'enseignement ou de la santé. Selon les estimations, de 50 à 75 % des malades du sida dans le monde sont Africains ! C'est le génocide d'un continent que perpètrent les impérialistes. Expriment toute la rapacité et tout le racisme du capitalisme, Mitterrand a même vendu à l'Afrique du sang qu'on savait contaminé par le virus du sida ; et, aujourd'hui, Chirac expulse des « clandestins » séropositifs en Afrique, les envoyant directement à une mort immédiate... Aux « mesures d'ajustement » s'ajoutent, dans la zone « francophone », les effets désastreux de la dévaluation du franc CFA. Paris exerce un contrôle économique pratiquement total sur ses anciennes colonies à travers la CFA (Communauté financière africaine), un prolongement direct du colonialisme qui lie au franc français les monnaies des quatorze Etats africains membres. En janvier 1994, dans le cadre d'une politique d'austérité en réponse à la pression allemande au sein de l'Union européenne, Mitterrand a arbitrairement décrété une dévaluation massive de 50 % du franc CFA. Les conséquences ont été catastrophiques dans toute l'Afrique

Chirac, bas les pattes devant les Basques!

Nous publions ci-dessous une déclaration, datée du 15 juin dernier, du Comité de défense sociale (CDDS), l'organisation de défense liée à la Ligue trotskyste.

Le CDDS proteste fermement contre la déportation par Chirac de six militants basques, livrés à la torture dans les geôles espagnoles. Nous dénonçons la brutale répression mise en place conjointement par les Etats français et espagnol contre le peuple basque et mise en œuvre notamment par les sinistres escadrons de la mort du GAL.

La répression actuelle est dans la droite ligne de la politique anti-Bas-

ques renforcée par les différents gouvernements Mitterrand. Par ailleurs, nous tenons à réaffirmer ici notre défense du droit de l'Euskadi à l'auto-détermination.

La « lutte antiterroriste » menée par le gouvernement Chirac constitue une sinistre menace pour toutes les organisations ouvrières et démocratiques ; elle est devenue tout particulièrement un mot de code pour la terreur raciste contre les communautés « immigrées ». C'est le devoir du mouvement ouvrier de se mobiliser pour exiger : Libération immédiate des militants basques et de tous ceux qui leur sont venus en aide ! Levée immédiate des inculpations !

occidentale et centrale, avec une multiplication par deux du prix de la nourriture, des médicaments et d'autres produits importés.

Dans le but de désamorcer des explosions sociales potentielles, les impérialistes, et en particulier la France, ont donc fait pression sur leurs fantoches, conditionnant leur « aide » à une soi-disant « ouverture démocratique » en direction de leurs « opposants ». Cela a en fait conduit à une série de guerres civiles dans une large mesure ethniques, dont le Burundi et le Rwanda sont les plus horribles exemples récents.

Derrière tout cela, il y a la lutte acharnée que se livrent, aujourd'hui que l'« ennemi commun » soviétique a disparu, les impérialistes, notamment français et américain, pour le contrôle de zones d'influence en Afrique. La bourgeoisie française a toujours considéré qu'un contrôle absolu sur son ancien empire colonial en Afrique sub-saharienne était essentiel pour pouvoir prétendre à être davantage qu'une puissance impérialiste de seconde zone. « Pour être grande, la France a besoin des pieds du colosse africain », disait de Gaulle, exprimant ainsi ce que sera la politique de tous les gouvernements bourgeois français, jusqu'à Mitterrand et Chirac.

Dans ses mémoires récemment publiées, Foccart, le sinistre chef des bandes armées (non officielles) sur lesquelles de Gaulle s'appuya pour assurer son pouvoir bonapartiste, décrit comment il était en contact téléphonique constant avec les chefs d'Etat africains, comme un parrain tout puissant de la mafia – utilisant les mêmes méthodes d'infiltration, de manipulation, de clientélisme, d'intimidation et de liquidation. Mitterrand a eu la même approche, avec son fils Jean-Christophe dans le rôle du parrain.

Washington cherche à étendre les tentacules de son « nouvel ordre mondial » à l'intérieur de la traditionnelle chasse gardée française. En riposte, au début des années 1990, Mitterrand envoya au Rwanda une armada défendre le gouvernement dominé par les Hutus du président Juvénal Habyarimana (dont les hommes de main ont perpétré un génocide de la population tutsie) menacé par ses opposants du FPR, considéré par Paris comme le cheval de Troie des « Anglo-Saxons ». Et, l'année dernière, lors d'une visite au Gabon, Chirac a vitupéré contre les « Anglo-Saxons [qui] rêvent de buter la France hors de ses positions en Afrique » (*Economist*, 12 août 1995).

En partie en raison des humiliations que l'impérialisme français a essuyées (que ce soit la défaite de son protégé au Rwanda ou le rôle de suppléant dans lequel l'ont cantonné ses rivaux impérialistes – en particulier les Etats-Unis –, lors du massacre du Golfe en 1991 ou pendant l'occupation des Balkans par l'OTAN), Chirac a décidé de restructurer son armée. Il a annoncé la suppression progressive de la conscription de façon à former une armée professionnelle capable

de mener des « interventions rapides » comme celle qui vient d'avoir lieu en Centrafrique, et permettre ainsi à la France de tenir son « rang international » (lire notre article « Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise ! », *le Bolchévik* n° 137). La violence de l'attaque française sur Bangui est un message destiné à toute sa « sphère d'influence » africaine et à ses rivaux impérialistes : les dirigeants locaux seront investis par le gouvernement français, et par lui seul.

Briser le joug impérialiste !

Alors que la révolte plébéienne en Centrafrique reflète la profondeur de la colère et du ressentiment de la population contre l'exploitation néocoloniale, elle révèle nettement aussi l'absence de la puissance sociale nécessaire pour briser le joug de l'impérialisme capitaliste. La révolte a coïncidé avec une vague de grèves des employés du service public (qui, eux aussi, n'ont pas été payés depuis des mois). Mais ils ne pouvaient pas mettre en branle la puissance d'une classe ouvrière industrielle – la seule force capable de renverser le capitalisme – parce qu'une telle classe n'existe tout simplement pas dans des pays comme le Centrafrique, si terriblement sous-développés du fait de l'exploitation impérialiste qu'ils ne possèdent même pas de réseau ferré.

De même que la Révolution russe de 1917 avait ouvert la perspective du changement révolutionnaire dans les régions arriérées de l'Asie centrale, le renversement du capitalisme dans ces régions d'Afrique dont le développement a été atrocement retardé doit être lié à la lutte internationale de la classe ouvrière pour la révolution socialiste. Sous la direction de partis bolchéviques – qui se mettront à la tête du prolétariat et, derrière lui, de la paysannerie, des femmes et de tous les opprimés –, la révolution ouvrière en Afrique du Sud, en Egypte, en Algérie, au Nigéria, au Sénégal ou dans d'autres pays industrialisés d'Afrique sera une force libératrice qui produira une transformation sociale atteignant les régions les plus arriérées du continent. Et elle devra nécessairement s'étendre aux puissantes métropoles impérialistes. De même, la lutte de classe révolutionnaire dans ces métropoles est un puissant encouragement aux luttes en Afrique, comme en 1968 où ont éclaté une série de mobilisations et de révoltes dans plusieurs villes africaines à la suite de la situation prérévolutionnaire qu'avait connue alors la France. Les « immigrés » originaires d'Afrique, qui sont au cœur de la classe ouvrière de pays comme la France, sont un lien vivant entre ce continent et les centres impérialistes ; et ils joueront ce rôle crucial en étant réellement intégrés dans les organisations ouvrières et dans le parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, défenseur de tous les opprimés. Ce qui est plus que jamais nécessaire, c'est de lutter pour reforcer une Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, Alain Carl (responsable des pages *Spartacus* ?), Carine Gancec (réalisation), Myriam Morin, Henri Riemann, Corinne Simon, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

DIFFUSION : Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil

Commission paritaire : n° 59267 Distribué par les NMP
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Notre camarade Jean-Luc Gaillard est décédé le 27 avril dernier, après avoir lutté des années durant contre le sarcome de Kaposi, une infection opportuniste liée au virus du sida. Il était âgé de 38 ans. Il adhéra en 1979 à la Ligue trotskyste de France (LTF). Pendant plusieurs années, il fut responsable de la diffusion et de la bibliothèque de notre organisation. Il fut aussi membre de notre comité central.

Le Premier Mai, journée internationale et internationaliste de lutte du prolétariat, nous avons organisé une cérémonie à sa mémoire au cimetière parisien du Père-Lachaise devant le Mur des Fédérés, où furent fusillés, il y a 125 ans, les derniers communards. Des messages ont été lus, dont plusieurs envoyés par des sections de notre internationale - témoignage du respect et de l'affection qui lui étaient portés dans la Ligue communiste internationale (LCI). Un message de condoléances, adressé par des militants d'une autre organisation d'extrême gauche en France, soulignait l'attention qu'il mettait à écouter les arguments, à comprendre l'étendue des divergences et à discuter la politique de façon professionnelle.

Le 1^{er} juin, une nouvelle commémoration s'est déroulée à Paris. Parmi les camarades et amis de Jean-Luc, plusieurs étaient venus d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Etait présent aussi le médecin qui l'a accompagné dans ses derniers jours. La réunion se terminera au chant de *L'Internationale*.

Nous publions ci-dessous des extraits de quelques-uns des messages et interventions apportant leur témoignage et leur hommage au militant et à l'homme.

Jean

Jean-Luc a consacré sa vie d'adulte, sa vie consciente, trop brève, au plus grand de tous les combats, celui pour l'émancipation du genre humain. Notre douleur est grande mais notre fierté l'est aussi : notre camarade a vécu en communiste et il est mort en communiste.

Nous éprouvons aussi une terrible rage. Cette horreur qu'est le sida, qui frappe particulièrement des jeunes hommes et des jeunes femmes, qui frappe particulièrement des couches abhorrées et rejetées par la société capitaliste - homosexuels, pauvres, drogués, jeunes des banlieues «immigrées» - exprime à elle seule toute la barbarie d'un système qui sacrifie des êtres humains au profit. Nous savons que la lutte contre le sida exige des efforts énormes, en argent et en recherche, coordonnés à l'échelle mondiale; et nous savons que ces efforts se heurtent à la réaction bourgeoise, cléricale ou laïque, au profit, aux barrières nationales.

C'est contre ce système que Jean-Luc a combattu - jusqu'au bout. Même dans ces derniers mois, alors que son état s'était brutalement aggravé et que la lutte contre la maladie devenait de plus en plus inégale, il suivait avec toute sa volonté et avec toute son intelligence l'activité politique; et il apporta jusqu'à la fin ses contributions politiques.

Il était un cadre de notre organisation. Nous disons souvent que pour former un cadre révolutionnaire il faut traverser plusieurs périodes politiques. C'était le cas de Jean-Luc. Il nous a rejoints en 1979, dans la période juste avant la Guerre froide antisoviétique où, dans l'«extrême gauche» française, la question dominante était le soutien ou non à Mitterrand. Il a connu toute la période de la Guerre froide. Et il a vu s'ouvrir la période actuelle marquée par la défaite qu'a été la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Il est resté pendant ces trois périodes un ennemi intransigeant de son propre impérialisme.

Son histoire politique, c'est aussi l'histoire de la LTF. Quand il est entré en contact avec notre organisation, la LTF avait trois petites années d'existence. Une existence bien incertaine. Elle cherchait, avec l'aide de l'internationale, à stabiliser un groupe de propagande de combat. L'organisation était jeune, Jean-Luc aussi. Son expérience militante se limitait à des grèves lycéennes. Mais il voulait aller au fond des choses; il voulait surtout les transformer.

Il faisait partie d'un groupe, informel, de jeunes plus ou moins influencés par la LCR de Krivine. Mais la politique pro-Mitterrand de collaboration de classes de cette organisation ne pouvait le satisfaire. Nous l'avons recruté à un programme dur pour l'indépendance de classe, contre le front-populisme.

Son itinéraire politique est riche d'enseignements pour des jeunes qui veulent aujourd'hui combattre cette société. Dans les années 1970, il était un jeune révolté, haïssant cette société qui produit misère et sauvagerie. Toute sa vie, il restera sensible à l'injus-



Jean-Luc Gaillard



1958-1996

Le Bolchévik

tice et à l'oppression. L'oppression à l'égard des femmes, des communautés «immigrées», des peuples coloniaux. Mais la révolte ne suffit pas. Il avait compris cela, et le jeune révolté va devenir un jeune communiste, un trotskyste, convaincu de la nécessité de la révolution socialiste, du rôle de la classe ouvrière comme force sociale émancipatrice, du rôle du parti d'avant-garde comme force politique dirigeante de cette révolution.

Une des premières responsabilités politiques qui lui sera confiée, c'est celle de notre secteur diffusion. La société bourgeoise méprise le travail manuel. En politique aussi - c'est criant en France et dans son mouvement ouvrier -, il y a le travail «valorisant»: les brillants orateurs et écrivains, et les «tâcherons» qui font «tourner la baraque». Au contraire, nous considérons, en léninistes, en cannonistes, que les tâches d'appareil, comme la maintenance, la production ou la diffusion du journal, sont hautement politiques et exigent un haut niveau de conscience politique. Jean-Luc a été un exemple de ce qu'est un cadre communiste. Il a introduit des normes professionnelles de fonctionnement, malgré nos pauvres moyens, dans la diffusion. Précisément parce qu'il comprenait avec acuité la place centrale de la propagande révolutionnaire.

Il avait une qualité essentielle pour un révolutionnaire: il était rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes. Il était à la fois d'une grande modestie et d'une grande culture politique qu'il mettait au service du parti, du collectif. Il étudiait avec un soin extrême les écrits marxistes -

Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Cannon [fondateur du trotskysme américain]. Mais il était particulièrement intéressé à transmettre ses connaissances et à inciter les camarades, et notamment les jeunes, à apprendre. C'est pourquoi il acceptera, alors que la maladie l'avait obligé à diminuer sérieusement ses activités, de prendre en charge notre bibliothèque; il collabora aussi avec la Prometheus Research Library aux Etats-Unis.

Jean-Luc savait combien la transmission de l'expérience est importante pour former des cadres. Son propre chemin de jeune communiste dans un petit groupe de propagande de combat avait été difficile, avec des moments de découragement. C'est dur de devenir et de rester un communiste sous les énormes pressions hostiles de la société bourgeoise. Cela demande beaucoup de dévouement, de détermination, de formation, de luttes politiques. Sa propre expérience de jeune cadre révolutionnaire, Jean-Luc a cherché à la transmettre aux camarades plus jeunes de l'organisation. Et il a apporté une contribution importante à la mise en place de la Jeunesse spartaciste.

Il est un autre aspect sur lequel Jean-Luc doit être une source d'inspiration. C'est son internationalisme. A la fin de sa vie, il avait entrepris d'étudier, et la mort l'a empêché d'aller au bout, la question nationale en Belgique, qui est une question centrale pour la révolution dans ce pays. Dans la dernière période, il a tenu à participer à la conférence de nos camarades allemands, à celle de nos camarades italiens, à celle de nos camarades américains. Il était avant tout membre de notre organisation internationale, la Ligue communiste internationale.

Lucie

Je veux d'abord remercier tous ceux qui sont là, qui ont entouré Jean-Luc dans ses derniers moments et qui me soutiennent dans le drame que je vis. Jean-Luc est mort entouré par ses amis, sa famille, ses camarades et une équipe médicale très compétente.

Mes pensées vont à ceux qui meurent du sida seuls, sans aucune présence humaine. A ceux qui ont eu ce virus par le sang contaminé par un ministre soi-disant «socialiste», Fabius, et aux Africains en détresse à qui Mitterrand a offert du sang contaminé, à la communauté homosexuelle persécutée par l'«ordre moral» et par ce système, et à tous les malades du service du docteur Rozenbaum que j'ai connus et à qui je souhaite le même courage qu'a eu Jean-Luc.

Quand Jean-Luc a eu le sida, il s'est penché sur l'étude d'une question qui lui tenait à cœur, la question des camps de concentration et de la persécution des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Cette tache noire de l'histoire de l'humanité lui a donné le courage pour surmonter la maladie.

Jean-Luc s'est battu pour le programme de la LCI. Même pendant son hospitalisation, il a cherché à intervenir dans l'organisation. C'était un camarade qui avait de la patience pour former la jeunesse et pour transmettre son expérience aux autres. Jean-Luc avait des hauts et des bas. Il faut comprendre que cette maladie, ce n'est pas juste quelque chose de physique, c'est un rejet social. Il avait une rage de vie incroyable. Il disait toujours: «*Je voudrais mourir après ces pourris de capitalistes.*»

Il voulait être là pour la victoire finale. Il voulait
Suite page 4



Hommage à Jean-Luc, le Premier Mai, au cimetière parisien du Père-Lachaise

Le Bolchévik

Jean-Luc Gaillard...

Suite de la page 3

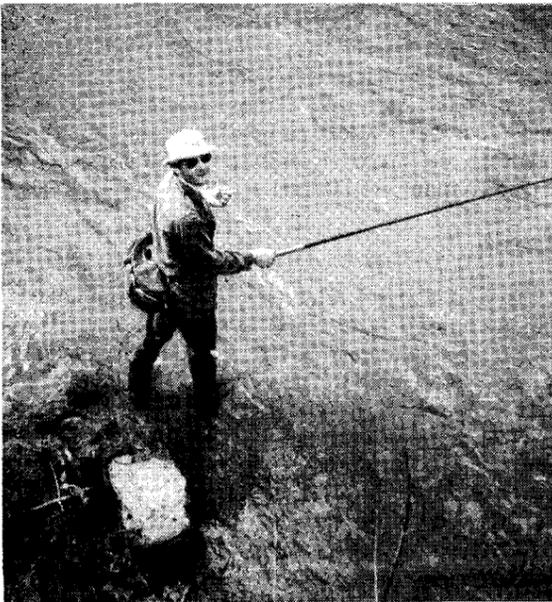
voyager. Il voulait avoir un enfant. Aller pêcher, sortir et voir le soleil. Il voulait revenir à la maison pour reprendre sa vie avec moi. Aller à la bibliothèque pour étudier la question belge. Il voulait revoir le local, reprendre les archives. Aller à New York. Mais la maladie l'a arraché à la vie et à son combat.

Sache, Jean-Luc, que ta place est dans mon cœur et que ton combat pour changer ce système pourri, je le poursuivrai.

Steffen

A sa compagne, à sa famille, à ses amis, j'apporte les condoléances du SpAD [la section allemande de la LCI], de la Jeunesse spartakiste d'Allemagne.

Malgré sa maladie, il a été un de ceux qui, en France, ont lutté pour une intervention trotskyste dans la révolution politique prolétarienne naissante dans l'Etat ouvrier déformé d'Allemagne de l'Est, en 1989-90. Nous nous rappelons que Jean-Luc était un des premiers camarades à venir en Allemagne. Il était très conscient du rôle que nous avions à jouer



A la Bastide-Clairence

Le Bolchévik

pour changer le cours de l'histoire. Nous étions très impressionnés de la manière énergique et du sens politique aigu qu'il montrait dans les discussions sur notre intervention qui avaient lieu dans la « maison du peuple turc », qui était à l'époque notre local public, à Berlin.

Jean-Luc était profondément internationaliste. Quelques camarades du SpAD se souviennent bien de lui à la fin des années 1970 et au début des années 1980, quand il était en garnison avec l'armée française à Berlin. Dans des conditions objectives personnelles difficiles, il a fait tous les efforts pour participer, le week-end, à la vie politique de la section allemande ainsi qu'aux questions politiques de l'internationale. En 1994, il a participé au plénum du SpAD. Il a passé beaucoup de temps à discuter avec nos jeunes camarades. Il nous a apporté énormément pour construire les groupes de jeunesse. Aujourd'hui, nous avons des groupes de jeunesse en Allemagne comme en France, et notre camarade Jean-Luc y a sans aucun doute contribué.

Alexis

Je voulais raconter une anecdote qui me tient particulièrement à cœur, parce que c'est Jean-Luc qui a été la première personne de la LCI (alors tendance spartakiste internationale) avec qui je suis entré en contact, il y a plus de 13 ans. C'était un obscur meeting de banlieue de la gauche pseudo-trotskyste à Evry, où LO et la LCR annonçaient une candidature commune à des élections municipales. Je commençais à m'intéresser à la politique et spécifiquement au trotskysme, en réaction au front populaire de Mitterrand au pouvoir.

Je dois dire que je trouvais la discussion assez ennuyeuse et je ne voyais pas très bien de quoi il retournait, quand Jean-Luc fit une intervention. Tout tranchait. Déjà le look parce que Jean-Luc ne prenait pas la peine de se déguiser en « gauchiste » moyen. Il fit une intervention, dont bien sûr je ne me souviens pas et dont probablement je n'avais compris que la plus petite partie, mais je fus fasciné non seulement à quel point ce qu'il racontait était super-radical, mais en plus que ça tenait debout et donnait enfin

La lettre que nous reproduisons ci-dessous a été envoyée à l'occasion de la commémoration qui s'est déroulée le Premier Mai par la Prometheus Research Library (PRL), bibliothèque et fonds d'archives du comité central de nos camarades américains de la Spartacist League. Jean-Luc travailla en étroite collaboration avec la PRL pendant plusieurs années.

Nous sommes de tout cœur avec vous qui êtes réunis pour saluer la mémoire du camarade Jean-Luc. Il est bien que vous soyez rassemblés, tous ensemble, le Premier Mai au Père-Lachaise pour lui rendre hommage.

Le camarade Jean-Luc est devenu membre associé de la bibliothèque du parti, ce qui constituait une reconnaissance de l'excellent travail qu'il

a accompli au cours des années pour contribuer au travail de la bibliothèque, en particulier pour obtenir de nouveaux livres. Nous avons aussi pu voir, lors d'une visite à Paris, qu'il s'inquiétait de la bibliothèque du local et se préoccupait de la tenir en ordre. Cette aide et ces préoccupations témoignaient de la compréhension qu'avait Jean-Luc de l'importance de l'histoire pour le mouvement communiste. Ce n'est pas pour nous une abstraction desséchée mais au contraire un instrument vital pour notre objectif, qui est de changer la société. Il nous manquera cruellement.

Nous saluons Jean-Luc, qui n'a jamais dévié du combat pour construire un monde meilleur pour le prolétariat et les opprimés du monde entier. Nous sommes avec vous, camarades, pour porter en avant l'étendard du communisme.

une explication de ce qui se passait dans le monde et de ce qu'il fallait faire pour le transformer. Le contraste avec le galimatias des autres personnes présentes était saisissant, et je décidais d'entrer en contact avec la LTF. Bien entendu, il fallut plusieurs mois de discussions avec moi pour me gagner au trotskysme, mais j'ai une dette particulière envers Jean-Luc.

Jean-Luc était profondément internationaliste. Je me souviens également de son intervention il y a moins de deux ans lors d'une visite éprouvante à la section allemande malgré son état de santé. La LCI a souffert une grande perte avec son décès, au-delà de la douleur personnelle pour tous les camarades qui ont eu la chance de le connaître. Continuons sa lutte.

François

Jean-Luc a été un de ces camarades qui font la fierté de notre parti. C'était un « patriote de parti », un camarade pour qui l'internationale était une réalité de chaque instant. Lorsque parfois je passais à Paris ces dernières années, il était celui avec qui je pouvais m'asseoir et discuter des batailles et des débats qui traversaient la LCI. Il les suivait, cherchait à les assimiler et prenait position.

La mort de Jean-Luc est révoltante, révoltante parce que, jusqu'à ses derniers jours, il n'a cessé de se développer politiquement, de tirer les leçons de ses erreurs, de nos erreurs, et de se battre pour les

notre internationale. Il avait lu James P. Cannon, il le relisait, il était un véritable cannoniste français.

Je me souviens de son « local » à La Bastide-Clairence, au Pays basque, dans ce village où ne passaient que deux bus par jour, où il allait récupérer pour pouvoir revenir militer à Paris. Dans sa maison, se trouvait le rêve miniature du spartacisme. Le local le plus efficace et le mieux entretenu du monde. Il avait son téléphone, son fax, son ordinateur, ses classeurs, ses archives. Et là, au milieu des montagnes, il participait et intervenait dans la vie politique de notre organisation, contrôlait à distance la diffusion du journal. Il avait pris contact avec des JCR de Bordeaux, il était allé voir l'ex-pabliste qui traduisait en français *Struggle for a Proletarian Party* [Lutte pour un parti prolétarien, de Cannon] à Biarritz.

J'ai été frappé lorsque j'ai visité Gorki, la dernière demeure de Lénine, de la similarité avec le petit local de Jean-Luc. Lénine avait mis la priorité sur l'efficacité et les communications. Il avait dans cette maison son bureau avec ses livres et il avait aussi une petite table avec deux téléphones et un télégraphe.

Parmi les livres de Lénine était Darwin. Lorsque j'ai été passer quelques jours chez Jean-Luc à La Bastide, il lisait le dernier livre de Stephen Jay Gould sur l'explosion du crétaçé.

Et puis, le Pays basque était aussi une partie de la vie pour Jean-Luc. Il partait le matin tôt, trop tôt, avec sa canne à pêche pour s'enfoncer dans les ronces et les fougères, suivant de petits ruisseaux, à

Jean-Luc président le meeting organisé à Paris, le 29 juin 1990, en défense du journaliste noir américain Mumia Abu-Jamal condamné à mort



Le Bolchévik

corriger. Face à la maladie et à l'incertitude, il avait consciemment fait le choix de ce qui devait être pour lui essentiel, de ce à quoi il voulait consacrer ses dernières années, et ce choix avait été d'être un communiste, de lutter pour un monde meilleur qu'il savait ne jamais voir.

A la fin de la Guerre froide, il s'accrocha obstinément à maintenir le parti en état de fonctionner. Alors que la section affrontait une période difficile, il a été de ceux qui ont maintenu le navire à flots, au quotidien, assumant les tâches les plus routinières et les plus vitales du parti, et toujours avec une exigence de professionnalisme dans son travail de responsable de la diffusion et dans celui des autres camarades. Plus que tout autre, Jean-Luc a été un rempart contre le menchévisme dans notre parti.

Pour lui, les plus hautes priorités étaient nos priorités internationales, et il n'est pas de doute que sa mort nous prive d'un futur cadre dirigeant de

la chasse à la truite, avec l'espoir d'en attraper une, deux peut-être dans l'année.

Au musée municipal, on trouve les documents du club jacobin de La Bastide. Et puis, il y a, un peu au-dessus de la maison, le petit cimetière juif. Jean-Luc m'avait dit qu'il voulait ses cendres dispersées à cet endroit.

Il me semble souvent entendre sa voix et son rire. Son rire qui, la plupart du temps, était impitoyable et fustigeait les traîtres et les déserteurs de tout poil qui quittaient le parti et reniaient leurs convictions. Pour autant, Jean-Luc était crucial pour entretenir une périphérie de sympathisants, et nous lui sommes redevables d'avoir préservé autour de nous une couche de gens qui, bien qu'ayant quitté le parti, ne sont pas hostiles et peuvent contribuer à notre lutte. S'il le faisait, c'était parce qu'il était un ami fidèle mais surtout parce qu'il était un léniniste.

Rien de ce qui est humain ne lui était étranger.

Anarchisme...

Suite de la page 8

objectifs étaient « la protection, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière ». Comment, concrètement, se réaliserait le complet affranchissement de la classe ouvrière ? La question était laissée délibérément ouverte. Après que l'Internationale eut cessé d'exister, Engels décrivit son caractère originel dans une lettre (12 septembre 1874) à son camarade américain d'origine allemande Friedrich Sorge : « Elle appartenait à la période du Second Empire, où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier qui venait de se réveiller unité et abstention de toute polémique intérieure. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient venir au premier plan [...]. Le communisme allemand n'existait pas encore sous forme de parti ouvrier, le proudhonisme était trop faible pour qu'il pût faire parade de ses marottes particulières, la nouvelle doctrine de Bakounine n'existait pas encore dans sa propre tête ; même les chefs des trade-unions anglaises croyaient pouvoir entrer dans le mouvement sur la base du programme formulé dans les considérants des statuts. »

Ces forces hétérogènes pouvaient travailler ensemble sous la conduite experte de Marx aussi longtemps que l'activité principale de l'Internationale consista à soutenir les luttes économiques locales, à collecter de l'argent pour des grévistes, à organiser des campagnes contre le brisage de grève, etc. Mais quand la question de la révolution prolétarienne fut posée à brûle-pourpoint par la Commune de Paris en 1871, l'Internationale se désintégra dans un fracas infernal d'affrontements fractionnels.

La scission dans l'Internationale

En 1870, la défaite de la France face à la Prusse de Bismarck provoqua la chute de Louis Napoléon et désorganisa l'armée française. Tandis que l'armée prussienne assiégeait Paris, la classe dirigeante française entreprit de reconstruire un appareil d'Etat efficace. Des élections basées sur le suffrage universel masculin se traduisirent par une victoire des partis de droite, grâce au soutien de la paysannerie qui était encore sous l'influence du clergé catholique local. Mais Paris demeura un bastion de la gauche, que la désorganisation économique et les privations provoquées par le siège allemand avaient renforcée. La principale force militaire dans la capitale française était la Garde nationale, largement composée de travailleurs. Redoutant les masses parisiennes radicalisées, le nouveau gouvernement de droite d'Adolphe Thiers s'était installé à Versailles, hors de Paris.

Quand Thiers ordonna à la Garde nationale de livrer son artillerie à l'armée régulière, la Garde s'insurgea et prit le contrôle de la ville. Ainsi naquit la Commune de Paris de mars-mai 1871. Sa direction était composée de démocrates radicaux (jacobins à l'ancienne), de partisans d'Auguste Blanqui (le communiste jacobin qui prônait la dictature d'une minorité révolutionnaire composée d'éléments plébéiens) et de proudhoniens. Ces divisions internes de la direction de la Commune, ainsi que l'urgence des tâches de défense militaire, empêchèrent le gouvernement de la Commune d'entreprendre la socialisation de l'économie parisienne. Néanmoins, Marx considéra la Commune comme la première expérience historique du pouvoir politique de la classe ouvrière : « C'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail » (la Guerre civile en France [avril-mai 1871]).

La répression de la Commune par l'armée française, qui massacra 20 000

Femmes de la Commune défendant une barricade contre l'armée bourgeoise, qui massacra 20 000 Parisiens lors de la Semaine sanglante de mai 1871. Marx salua la Commune pour avoir été le premier « gouvernement de la classe ouvrière ».



personnes, fut suivie dans toute l'Europe d'une hystérie anti-« rouges » et d'une chasse aux sorcières anticommuniste. Marx, dont le plaidoyer passionné en défense de la Commune, la Guerre civile en France, était une déclaration officielle de l'Internationale, devint personnellement la cible de cette frénésie anticommuniste. Jusque-là, Marx était une figure relativement peu connue à l'extérieur des cercles de gauche. Mais il était maintenant dénoncé par des ministres et par la presse bourgeoise comme le « docteur terroriste rouge » qui commanderait à des légions de révolutionnaires fanatiques, depuis Madrid jusqu'à Saint-Pétersbourg. Comme l'écrivait Marx (18 juin 1871) à son ami Ludwig Kugelmann, « elle [la Guerre civile en France] fait un tapage infernal, et j'ai l'honneur d'être en ce moment l'homme le plus calomnié et le plus menacé de Londres. Cela fait vraiment du bien après une tranquille idylle de vingt ans » (souligné dans l'original).

Cependant, la célébrité nouvelle de Marx affaiblit gravement sa position dans l'Internationale. Deux importants dirigeants syndicaux britanniques démissionnèrent en signe de protestation contre la position prise par le conseil général en défense de la Commune ; plusieurs autres s'éclipsèrent sans bruit de l'organisation. Ceux des syndicalistes britanniques qui demeurèrent dans l'Internationale prirent leurs distances avec Marx en formant un conseil régional anglais séparé et indépendant du conseil général. Un certain nombre de figures dirigeantes de l'Internationale qui s'étaient solidarisées avec la Commune de Paris, comme le socialiste belge éclectique César de Paepe, n'en prenaient pas moins ombre de la nouvelle image publique de Marx comme dirigeant suprême de la gauche européenne. C'est pourquoi la campagne de Bakounine pour affaiblir l'autorité de Marx dans l'Internationale bénéficia du soutien de forces politiquement diverses, bien au-delà de ses propres partisans anarchistes.

La question demeure : pourquoi la décomposition de la Première Internationale coïncida-t-elle avec la croissance rapide du mouvement anarchiste, un mouvement qui n'existait pratiquement pas quelques années plus tôt ? La réponse se situe à deux niveaux : l'effet inégal de l'industrialisation sur les différentes régions d'Europe et le climat politique au lendemain immédiat de la Commune de Paris.

La scission dans la Première Internationale fut marquée par une ligne de fracture géographique claire. Les principaux soutiens de Marx se trouvaient dans les pays capitalistes les plus développés - Grande-Bretagne, Allemagne, et parmi les immigrés allemands aux Etats-Unis. Les partisans de Bakounine étaient concentrés dans les pays économiquement arriérés - l'Italie, l'Espagne et les régions francophones de la Suisse.

La vision bakouninienne d'un ordre social basé sur des communes autonomes n'avait que peu d'attraits, ni même de signification, pour un ouvrier du bâtiment de Londres ou pour un immigré allemand travaillant dans une usine à New York ou à Philadelphie. Mais en Italie et en Espagne, l'économie était encore dominée par la petite production artisanale, dont l'existence même était menacée par le développement de l'industrialisation. La base initiale de Bakounine dans l'Internationale était constituée par les horlogers du Jura suisse. Ces ouvriers qualifiés, dont la plupart travaillaient à domicile, étaient confrontés à des importations massives de montres bon marché produites dans les usines britanniques et américaines. Pour des horlogers suisses de cette époque, le programme bakouniniste de communes autonomes signifiait avant tout le protectionnisme commercial contre la concurrence industrielle. Un historien contemporain de la bataille dans la Première Internationale a souligné que le bakouninisme « s'est développé principalement dans les pays - l'Espagne, l'Italie méridionale, certaines parties de la France et de la Suisse - où se faisaient désormais entendre politiquement un grand nombre de paysans, d'ouvriers à domicile et d'artisans, qui connaissaient depuis peu une agitation, qui tous étaient menacés de diverses manières par ce qui leur semblait être le "saut dans l'inconnu" du capitalisme (qui amenait pour seule perspective certaine celle de la prolétarisation) » (Paul Thomas, *Karl Marx and the Anarchists* [1990]).

A sa manière, Bakounine reconnaissait que son programme anarchiste était de peu d'attraits pour le prolétariat industriel des pays capitalistes avancés, qu'il rejetait comme embourgeoisé. Après l'effondrement de l'Internationale, il écrivait : « Nulle part il n'y a des conditions plus favorables pour la révolution sociale qu'en Italie. Il n'existe pas en

Italie, comme dans la plupart des autres pays européens, une catégorie spéciale d'ouvriers relativement prospères, qui ont des salaires élevés, qui font étalage de leurs capacités littéraires, et qui sont tellement imprégnés par une foultitude de préjugés bourgeois que, le revenu excepté, ils ne se différencient aucunement de la bourgeoisie » (*Etatisme et Anarchie* [1873]).

En plus de ces facteurs socio-économiques fondamentaux, le développement de l'anarchisme fut conditionné par le climat politique qui prévalait au lendemain de la Commune de Paris. Si Marx voyait dans la Commune un modèle pour de futures révolutions sociales, il n'avait aucune illusion comme quoi la bataille finale entre le travail et le capital aurait été imminente. En fait, le sort de la Commune avait été scellé par son isolement. Au moment où le gouvernement réactionnaire, dont le pouvoir était remis en cause, se préparait à étrangler le prolétariat parisien insurgé, une tentative de constituer une « commune rouge » à Marseille fut rapidement et aisément écrasée par Thiers. Et la terreur blanche qui suivit la répression de la Commune de Paris brisa la puissance de la gauche en France pour une décennie. En outre, la chasse aux sorcières anticommuniste menée dans toute l'Europe affaiblit considérablement la gauche du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, qui était alors le pays capitaliste dominant au niveau mondial. Marx insistait qu'une révolution socialiste quelque part en Europe nécessiterait des années de travail préparatoire, la construction de syndicats et de partis ouvriers de masse à travers les luttes pour des revendications économiques, des réformes sociales et les droits démocratiques.

Bakounine, au contraire, en appelait à l'impatience de beaucoup de militants de gauche les plus radicaux. Avec la chute de Louis Napoléon face à l'armée prus-

Suite page 6

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Belgique : 150 FB — Canada : 12 \$ — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

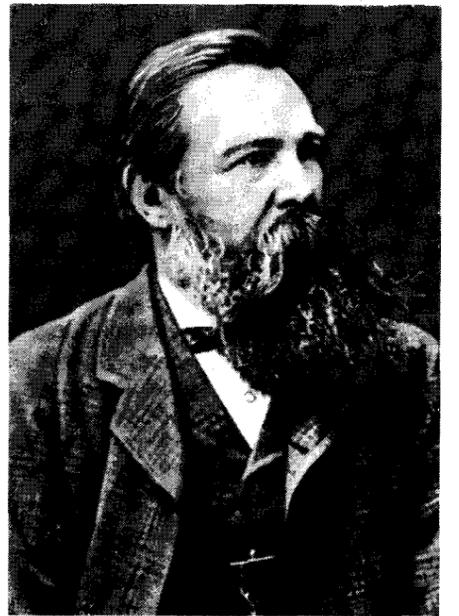
De l'autorité révolutionnaire

Avec l'effondrement du stalinisme et la contre-révolution capitaliste dans l'ancienne l'Union soviétique et en Europe de l'Est, l'anarchisme a connu un regain d'intérêt auprès d'une couche de la jeunesse radicalisée. Staline et ses héritiers ont perverti la conception marxiste de la dictature du prolétariat (l'Etat ouvrier) dans le but de justifier le pouvoir politique d'une bureaucratie parasitaire basée sur l'économie collectivisée. Dans « De l'autorité » (œuvre écrite en mars 1873, à la suite de la Commune de Paris de 1871, écrasée dans le sang par la bourgeoisie), Friedrich Engels explique pourquoi la domination politique du prolétariat est une transition nécessaire à une société sans

classes et sans Etat. Nous publions ci-dessous un extrait de cette polémique classique contre l'anarchisme.

Tous les socialistes sont d'accord que l'Etat politique et avec lui l'autorité politique disparaîtront en conséquence de la prochaine révolution sociale, à savoir que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives protégeant les véritables intérêts sociaux. Mais les antiautoritaires demandent que l'Etat politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la

révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ? Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servi assez largement ?



Friedrich Engels

Les Editions du Progrès

en scène. »

A la question rhétorique de Bakounine de savoir si le prolétariat tout entier pouvait être à la tête du gouvernement, Marx répondait : « Le comité exécutif d'un syndicat le compose-t-il à lui tout seul ? » Marx considérait qu'à certains importants égards le mouvement syndical au sein de la société capitaliste préfigurait le futur Etat ouvrier. Plusieurs décennies plus tard, Trotsky décrira la Russie de Staline comme étant analogue à un syndicat hautement bureaucraté ayant le pouvoir d'Etat. Les arguments de Bakounine contre un Etat ouvrier pourraient logiquement être appliqués aussi contre les syndicats. Si les responsables élus d'un gouvernement ouvrier, même s'ils sont eux-mêmes d'anciens ouvriers, doivent inévitablement devenir corrompus et despotiques, pourquoi n'en irait-il pas de même des responsables élus des syndicats ? Il faut ici se rappeler que le théoricien originel de l'anarchisme, Joseph-Pierre Proudhon, était contre les syndicats.

Anarchisme et stalinisme

Etant donné l'expérience du stalinisme dans l'ex-Union soviétique et aussi dans la Chine « communiste », des jeunes de gauche lisant aujourd'hui la polémique entre Bakounine et Marx pourraient en conclure que Bakounine, quelles qu'aient pu être par ailleurs ses insuffisances, était plus clairvoyant que Marx sur les dangers de bureaucratie dans les sociétés post-révolutionnaires. Cependant, cette manière d'aborder la question est de l'idéalisme libéral et ahistorique. La montée et la consolidation d'une bureaucratie privilégiée dans la Russie post-révolutionnaire furent le reflet direct du reflux de la vague révolutionnaire mondiale et s'exprimèrent dans le programme antibolchévique des staliniens, un programme de coexistence avec l'ancien ordre réactionnaire au niveau international. De façon analogue, dans un syndicat, ce n'est pas le pouvoir du syndicat qui favorise le bureaucratisme corrompu, mais la pression d'une puissante classe dirigeante capitaliste et de son Etat.

Marx supposait que les révolutions socialistes se produiraient d'abord dans les pays capitalistes avancés d'Europe de l'Ouest - Grande-Bretagne, France, Allemagne, Belgique, Hollande. Les Etats ouvriers qui en auraient résulté n'auraient pas eu, par la force des choses, à s'organiser militairement et économiquement pour se défendre contre des Etats capitalistes hostiles et plus puissants. Et plus fondamentalement, des gouvernements socialistes en Europe de l'Ouest auraient rapidement élevé le niveau de la productivité économique par l'application rationnelle de la technologie la plus avancée disponible.

Mais le cours de l'histoire ne s'est pas conformé à ces prévisions historiques. Au

contraire, la révolution prolétarienne s'est produite d'abord non pas dans les pays capitalistes les plus avancés, mais dans ce que Lénine appelait le « maillon le plus faible » du système impérialiste européen. Au début du XX^e siècle, un prolétariat industriel significatif s'était développé dans la Russie tsariste où il coexistait avec un immense secteur paysan qui était encore soumis à des formes d'exploitation dérivées du féodalisme. Ce développement inégal et combiné fut une des raisons clés du succès de la révolution prolétarienne - la Révolution bolchévique de 1917 - en Russie.

Cependant, Lénine, Trotsky et les autres dirigeants bolchéviques cherchèrent à étendre la révolution d'Octobre à l'échelle mondiale, car ils savaient que seule cette extension fournirait les ressources économiques pour la transformation socialiste de la Russie. En novembre 1917, Nikolai Boukharine, un des principaux théoriciens bolchéviques, écrivait : « La victoire du prolétariat occidental ouvrira la possibilité de soigner d'une manière planifiée les blessures économiques de la Russie avec les techniques hautement développées de l'Europe de l'Ouest. L'arriération économique de la Russie sera compensée par le haut niveau technique de l'Europe » (cité dans *Essays in Honour of E.H. Carr*, C. Abramsky [1974]).

La dégénérescence bureaucratique ultérieure de l'Etat ouvrier soviétique - encerclé par des Etats capitalistes hostiles et économiquement plus avancés - confirma les thèses fondamentales du matérialisme historique. En 1920 déjà, Lénine mettait en garde contre la contamination des nouveaux responsables communistes par les valeurs et les attitudes des anciens responsables tsaristes. Et au milieu des années 1920, Léon Trotsky déclara politiquement la guerre à la bureaucratie du Parti communiste et du gouvernement soviétique, dont le dirigeant suprême allait devenir J.V. Staline.

L'anarchisme et le stalinisme sont communément considérés comme représentant les pôles opposés de la gauche. Pourtant, les prémisses fondamentales de l'anarchisme bakouninien sont similaires à celles du dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays », et en particulier à la conception maoïste d'un socialisme à base paysanne. Bakounine voyait l'avant-garde de la révolution sociale dans les pays les plus arriérés de l'Europe méridionale et orientale, comme l'Italie et la Russie, où, dans les années 1860-70, le prolétariat industriel n'existait pratiquement pas. « Si les ouvriers de l'Occident tardent trop longtemps, proclamerait-il en 1869, ce seront les paysans russes qui leur donneront l'exemple » (cité dans Joll, *The Anarchists*).

Pas étonnant que Bakounine soit acclamé par des anarchistes contemporains tels que l'historien américain Paul Avrich

comme un « prophète » de la conception maoïste et guévariste d'une « alliance des intellectuels déclassés avec les masses déshéritées dans la guerre de guérilla » (préface de *Bakounin on Anarchy*). Ce guérillisme à base paysanne a conduit au mieux à la création d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés dans des pays économiquement isolés et arriérés, comme la Chine, le Vietnam et Cuba.

Il est vrai que Bakounine - qui ne s'est jamais soucié de cohérence théorique - argumentait aussi, en 1866, dans le *Catéchisme révolutionnaire* qu'une révolution sociale isolée dans un pays ne pouvait pas réussir face à « la contre-révolution mondiale et la conspiration des rois, du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie, appuyés sur d'énormes budgets, sur des armées permanentes ». De façon caractéristique, l'argument en faveur de la révolution mondiale qu'utilisait alors Bakounine reposait sur des bases militaires et non économiques. Mais Staline, lui aussi, soutenait que seule une intervention militaire impérialiste pouvait empêcher la Russie soviétique de construire le « socialisme » avec ses propres ressources auto-suffisantes.

Contre cela, Trotsky écrivait : « Dans les conditions du marché, la productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée par le rapport des prix, l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire » (*l'Internationale communiste après Lénine* [1928]). Le thème central de la polémique de Marx contre l'anarchisme bakouninien dans les années 1870 et celui de l'opposition de Trotsky à la doctrine stalinienne

du « socialisme dans un seul pays » est le même : l'établissement d'une société sans classes et sans Etat, dont tous les membres pourront librement développer tout leur potentiel, doit être fondé sur un niveau de productivité économique bien plus élevé que celui du capitalisme même le plus avancé.

Bakounine comme Staline séparaient la conscience socialiste de l'élimination de la pénurie économique. « Le peuple russe, selon l'auteur d'*Etatisme et Anarchie, est socialiste par instinct et révolutionnaire par nature* ». Dans les années 1930, le régime de Staline proclamait qu'avait émergé dans la Russie soviétique un « nouvel homme socialiste » qui avait dépassé l'individualisme et l'égoïsme et qui s'identifiait totalement avec le bien-être collectif des travailleurs.

En soulignant les importants éléments communs à l'anarchisme et au stalinisme en tant qu'idéologies, nous reconnaissons bien sûr aussi les différences fondamentales entre Bakounine et Staline en tant que personnages historiques. Staline était un psychopathe qui a assassiné des masses de gens et qui servait les intérêts d'une caste bureaucratique parasitaire, corrompue, cynique et fondamentalement conservatrice, qui reposait sur l'Etat ouvrier et qui l'étranglait. Mikhaïl Bakounine, avec toutes ses erreurs, aspirait véritablement à une société égalitaire et humaine dont les membres vivraient des existences libres et créatrices. Néanmoins, l'idéalisme du type « triomphe de la volonté » qui est au cœur de la vision anarchiste est aussi une composante clé du commandisme bureaucratique stalinien.

[A suivre]

Vient de paraître!

Spartacist
(édition française)

n° 29
été 1996
(64 pages)

10 F

Spartacist est envoyé
à tous les abonnés
du Bolchévik.

Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST

« La lutte pour la révolution socialiste mondiale »

Débat entre la Ligue communiste internationale et Ernest Mandel

Ernest Mandel, 1923-1995

Chauvinisme: poison pour la lutte de classe
Pour l'indépendance du Québec!...26

Lettre à la Workers Organisation for Socialist Action
Pour un parti ouvrier bolchévique
en Afrique du Sud!...35

Trotskyisme et lutte des Noirs aux Etats-Unis
En défense de
l'intégrationnisme révolutionnaire...54
Libération des Noirs par la révolution socialiste!

Pour un parti prolétarien léniniste, défenseur de tous les opprimés!
Immigration et oppression
raciste en Europe...64

Nous reproduisons ci-dessous, dans les pages Spartacus! (Jeunesse spartaciste), la troisième partie de l'article de Joseph Seymour publiée dans Workers Vanguard n° 642, le journal de nos camarades américains de la Spartacist League. Les première et deuxième parties de cet article, intitulées respectivement « les origines de l'anarchisme » et « Mikhaïl Bakounine : le fondateur du mouvement anarchiste », sont parues dans les numéros 137 (mars-avril) et 138 (mai-juin) du Bolchévik.

Spartacus!

Le précurseur de Mikhaïl Bakounine, Proudhon, et son successeur Kropotkine furent principalement des théoriciens qui cherchaient à réaliser les buts de l'anarchisme au moyen d'une littérature éducative. Mais Bakounine était par tempérament un aventurier politique, dont les activités furent par conséquent souvent éloignées, et parfois totalement à l'opposé, de ses principes « antiautoritaires » proclamés.

Il en fut évidemment ainsi pour ses sociétés secrètes. Il faut souligner ici que ces « organisations » étaient dans une large mesure littéralement fantaisistes. La plus grande partie des légions d'agents dont Bakounine revendiquait l'appartenance à l'Alliance internationale de la démocratie socialiste (le réseau secret qu'il avait constitué au milieu des années 1860) n'existaient que dans son imagination. Mais qu'elles soient imaginaires ou semi-réelles, l'objectif déclaré de ces organisations était la *manipulation conspirative du mouvement de masse*. Ceci est exposé très clairement dans une lettre de Bakounine (juillet 1870) à son disciple français Albert Richard : « Nous devons faire triompher l'anarchie et, au milieu de la tempête populaire, nous devons être les pilotes invisibles qui guident la révolution, non par une manière de pouvoir déclaré mais par la dictature collective de tous nos alliés [les membres de l'Alliance internationale], une dictature sans appareils, sans titres officiels, sans droits officiels, et par conséquent d'autant plus puissante car elle n'aura pas les signes extérieurs du pouvoir. C'est la seule dictature que j'accepterai, mais, afin d'agir, elle doit d'abord être créée, elle doit être préparée et organisée à l'avance, car elle ne verra pas le jour d'elle-même, ni par des discussions, ni par des controverses théoriques, ni par des meetings de propagande de masse [...]. Si vous construisez ce pouvoir collectif et invisible, vous triompherez ; la révolution, bien dirigée, l'emportera. Autrement, elle échouera ! » (reproduit dans *Bakounin on Anarchy*, textes réunis par Sam Dolgoff).

Il faut un sacré culot aux anarchistes d'aujourd'hui, qui se réclament de Bakounine, pour condamner la conception léniniste d'un parti révolutionnaire d'avant-garde comme élitiste et antidémocratique. Contrairement à ce qui se passait avec l'Alliance secrète de Bakounine, le programme et les objectifs du Parti bolchévique étaient largement diffusés et connus des travailleurs dans tout l'empire russe. Non contents de publier des journaux, des revues, des tracts d'usine et d'organiser des cercles d'étude et des clubs de discussion ouvriers, les bolchéviks utilisaient l'arène électorale pour faire de la propagande révolutionnaire, en présentant des candidats à la Douma (parlement) tsariste. Le parti, formellement et en pratique, avait une vie interne démocratique. A certaines occasions, Lénine se retrouva en minorité sur une question importante dans le comité

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la Révolution bolchévique

central ou dans le congrès du Parti bolchévique.

Mais Bakounine n'aurait jamais pu être mis en minorité dans ses différentes organisations, car elles n'avaient ni statuts ni organes responsables de définir la ligne

dée par des notables bourgeois progressistes comme John Stuart Mill et John Bright en Angleterre, Victor Hugo en France et Giuseppe Garibaldi en Italie. Son objectif immédiat était d'empêcher la marche vers la guerre entre la France de

Troisième partie : La bataille dans la Première Internationale

politique. Voici comment l'historien britannique E.H. Carr décrit l'Alliance : « Elle n'avait pas de liste de militants, pas de statuts ni de programme acceptés par tous (car les nombreux projets de Bakounine furent tous confectionnés sous sa seule responsabilité), pas de responsables, pas d'abonnements et pas de réunions régulières » (Michael Bakounin [1937]). L'anarchiste américain contemporain Sam Dolgoff confirme : « Les organisations secrètes de Bakounine étaient en réalité des fraternités assez informelles faites d'individus organisés de manière vague et de groupes liés par une correspondance et des contacts personnels. » Cela décrit une organisation dirigée par une clique et dans laquelle les militants de base n'ont aucun moyen de choisir direction et politique.

Bakounine rejoint la Première Internationale

L'image qu'on a aujourd'hui de Bakounine est celle d'un élément ultraradical de la gauche européenne de son temps, qui défiait l'ordre bourgeois et la respectabilité bourgeoise. La conversion à l'anarchisme de Bakounine, qui venait du nationalisme panslave, au milieu des années 1860, n'atténua pas immédiatement son penchant pour la *collaboration de classes*. Quand l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale) fut fondée en 1864, Marx invita personnellement Bakounine à y participer. Mais celui qui allait bientôt devenir un dirigeant anarchiste déclina cette offre et s'impliqua au contraire dans des cercles nationalistes petits-bourgeois italiens.

Quand Bakounine, désormais anarchiste, revint sur la scène politique européenne, il ne le fit pas dans le mouvement ouvrier mais dans le milieu libéral bourgeois. En 1867, il rejoignit la Ligue de la paix et de la liberté, basée à Genève. Comme son nom l'indique, il s'agissait d'une organisation pacifiste libérale fon-

dée par des notables bourgeois progressistes comme John Stuart Mill et John Bright en Angleterre, Victor Hugo en France et Giuseppe Garibaldi en Italie. Son objectif immédiat était d'empêcher la marche vers la guerre entre la France de

Louis Napoléon et la Prusse de Bismarck. Plus généralement, la Ligue - que Marx traitait de « phraseurs pacifistes » - était une tentative de libéraux bourgeois pour contrer l'influence croissante de l'Internationale ouvrière dans la gauche européenne.

Il est typique de Bakounine qu'après avoir proclamé comme principe suprême la « dissolution radicale » de l'Etat, il tourna casaque et rejoignit une organisation dont la principale revendication programmatique était celle d'Etats-Unis d'Europe (bourgeois) ! Ce fut seulement quand les notables et les littérateurs libéraux de la Ligue eurent rejeté, comme on pouvait s'y attendre, le programme du

fédéralisme anarchiste de Bakounine qu'en 1868 il rejoignit finalement l'Association internationale des travailleurs. Il convient de noter qu'au cours des 25 années précédentes, où il se proclamait révolutionnaire, Bakounine n'avait jamais été associé avec la classe ouvrière et n'avait pas non plus exprimé d'intérêt particulier pour sa lutte contre l'exploitation capitaliste.

Dès le début, Bakounine chercha à remplacer Marx comme figure dirigeante de l'Internationale, mais il fit preuve de prudence tactique. Dans une lettre écrite en 1879 à Alexandre Herzen, il expliquait : « Si j'avais déclenché maintenant une guerre ouverte contre Marx, les trois quarts de l'Internationale se seraient retournés contre moi et je me serais retrouvé glissant sur un plan incliné » (cité dans Boris Nicolaïevsky et Otto Mänchen-Helfen, *Karl Marx, Man and Fighter* [1936]). Cependant, juste quelques mois plus tard, Bakounine bénéficiait de suffisamment d'appuis pour perturber le fonctionnement de l'Internationale.

Pour expliquer cette évolution, il est nécessaire de considérer l'Internationale avant l'adhésion de Bakounine. L'Association internationale des travailleurs avait été fondée par des dirigeants syndicaux britanniques, essentiellement des syndicats du bâtiment londoniens, dont la préoccupation principale était d'empêcher que leurs grèves soient brisées par l'importation, depuis l'Europe continentale, de briseurs de grève ou de produits destinés à briser la grève. Les dirigeants syndicaux britanniques n'étaient aucunement des socialistes mais des démocrates radicaux qui soutenaient le Parti libéral bourgeois de William Gladstone et John Bright. Ils étaient aussi prêts à soutenir non seulement les luttes économiques des ouvriers de l'Europe continentale de Louis Napoléon et de Bismarck, mais aussi les luttes pour des droits démocratiques comme la liberté de la presse et un parlement souverain basé sur le suffrage universel masculin.

Marx devint rapidement la figure prééminente du conseil général de l'Internationale, basé à Londres, parce qu'il réussit à formuler un *consensus* entre les syndicalistes britanniques, qui étaient des libéraux de gauche, et les différents radicaux du continent - socialistes, communistes, proudhoniens français. Les statuts provisoires de l'Internationale, rédigés par Marx, déclaraient simplement que ses

Suite page 5



Bakounine rejoignit la Première Internationale lors de son congrès de 1868 qui s'est tenu à Bâle, en Suisse. Au cours des 25 années précédentes où il se disait révolutionnaire, il ne s'était jamais impliqué dans la lutte ouvrière contre le capital.